

CSA-SD du 10 février 2025

Déclaration liminaire de l'Unsa Education



Monsieur le Directeur Académique

Mesdames et Messieurs les membres du CSA départemental,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour aborder la future carte scolaire pour la rentrée 2025. Depuis plusieurs années, nous observons des évolutions dans les documents de travail ainsi que dans la méthodologie qui les accompagne.

Pour autant, malgré un budget 2025 qui n'est pas encore adopté, certaines mesures budgétaires nationales ont d'ores et déjà des répercussions locales. Notre département se voit ainsi contraint de rendre 12 postes, une suppression d'ampleur inédite depuis plusieurs années. Certes, la baisse démographique est avancée comme justification, mais elle ne doit pas masquer les réalités de terrain. Nos écoles continuent de faire face à des conditions d'exercice dégradées, notamment en raison d'un nombre croissant d'élèves à besoins éducatifs particuliers, auxquels s'ajoute une augmentation constante des élèves en situation de handicap. L'inclusion scolaire s'est mise en place sans véritable accompagnement des enseignants ni moyens supplémentaires suffisants pour garantir sa réussite.

Nous ne pouvons que déplorer qu'alors que des objectifs ambitieux sont affichés – favoriser l'égalité des chances, renforcer la scolarisation des élèves en situation de handicap, assurer l'équité territoriale en milieu rural, ou encore améliorer le remplacement des enseignants absents – la réalité budgétaire prenne une direction opposée. Pour que l'École pour Tous ne soit pas un simple slogan, pour ne pas laisser un seul élève au bord du chemin, il est impératif que tous les élèves, quels que soient leurs profils et leurs besoins, puissent être accueillis dans des conditions d'apprentissage optimales.

Si nous saluons la création de nouvelles ULIS et UPE2A, qui répondent à une nécessité indéniable, nous constatons que ces quelques avancées sont encore largement insuffisantes au regard de l'explosion des besoins. Trop souvent, l'inclusion repose sur un système de bricolage permanent, où les équipes tentent de pallier les urgences sans bénéficier des moyens et de la structuration nécessaires. Résultat : des enseignants convaincus du bien-fondé de l'inclusion se retrouvent en grande difficulté, sans formation adaptée, sans accompagnement suffisant et sans moyens humains à la hauteur des enjeux.

La situation des AESH est également alarmante. Ces personnels, pourtant essentiels au bon fonctionnement de l'inclusion scolaire, sont maintenus dans une précarité indigne : les moins

rémunérés de l'Éducation nationale, sans véritable statut, ni perspectives d'évolution. Comment attirer et fidéliser des personnels dans de telles conditions ? L'UNSA Éducation revendique un vrai statut de fonctionnaire pour les AESH, seule garantie d'un accompagnement de qualité et pérenne pour les élèves concernés.

Face à ces manques, les conséquences sont lourdes : épuisement professionnel, souffrance au travail, multiplication des absences, qui aggravent encore davantage la crise du remplacement. Et nous parlons bien d'une crise du remplacement, puisque trop souvent les enseignants doivent réorganiser leurs classes en répartissant les élèves d'une classe non remplacée dans les autres groupes. Cette situation n'est ni acceptable, ni tenable à long terme.

Nous devons également anticiper l'aggravation de cette crise. Plusieurs facteurs, comme la dégradation des conditions de travail et le recul de l'âge de départ à la retraite, laissent présager une hausse des besoins en remplacement dans les années à venir. Nous le savons, nous ne sommes pas plus résistants que nos aînés. Le nombre d'agents ayant recours à des temps partiels thérapeutiques, des congés longue maladie (CLM) ou des congés longue durée (CLD) continuera d'augmenter, parfois simplement pour tenir jusqu'à l'âge légal de départ en retraite. Il ne faut pas occulter non plus les demandes de disponibilité, de détachement, de temps partiel pour convenances personnelles, de rupture conventionnelle ou de démission qui se multiplient ces dernières années.

Par ailleurs, certaines difficultés des écoles sont moins visibles que les ouvertures et fermetures de classes, mais tout aussi préoccupantes.

-Nous manquons d'enseignants spécialisés pour accompagner les élèves à besoins éducatifs particuliers : nous regrettons vivement la suppression des deux postes de Rased dans les mesures annoncées. Ces postes sont pourtant indispensables pour accompagner les élèves en grande difficulté scolaire et assurer un véritable suivi éducatif. Il est temps de changer de cap et d'investir massivement pour répondre à la réalité des besoins.

-Nous manquons de moyens de remplacement : une véritable crise qui s'aggrave année après année. Aujourd'hui, non seulement les absences courtes sont difficilement remplacées, mais même les congés longs et les besoins en remplacement pour formation ne sont pas toujours assurés. Cette situation est intenable pour les équipes, qui doivent sans cesse compenser l'absence de collègues

-La question du temps alloué à la direction d'école reste également entière.

Il est impératif d'anticiper ces besoins en recrutant et en valorisant les métiers de l'Éducation nationale. Pourtant, nous ne constatons aucun effort significatif en matière de revalorisation salariale, d'attractivité des carrières ou de facilitation de la mobilité des personnels. Les seules annonces ont lieu à la veille des échéances électorales, mais elles restent sans suite concrète sur le terrain.

Pour conclure, l'UNSA Éducation tient à saluer l'engagement indéfectible des personnels, qui assurent chaque jour leur mission avec professionnalisme et détermination, malgré les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent. Mais leur résilience a des limites. Ils n'attendent plus de promesses, mais des actes concrets à la hauteur des enjeux. Ils jugeront sur pièces les décisions qui seront prises, et nous resterons vigilants pour défendre leurs droits et leur engagement au service de l'École publique.

Je vous remercie pour votre attention.